

Texte rédigé par M. Ch. Helweg
+ M. N. Inboden pour télex
hebdomadaire

Visite officielle du Conseiller fédéral René Felber (BRF) en Inde

Dans le cadre de sa visite officielle en Inde du 7 au 13 octobre, BRF a eu des entretiens avec le ministre des affaires étrangères Madhavsingh Solanki et le ministre des finances et de l'économie Manmohan Singh. Il a également été reçu par le président R. Venkataraman, par le premier ministre Narasimha Rao et par le vice-président S.D. Sharma.

Au cours des entretiens avec chacun des deux ministres, BRF a souligné la volonté du gouvernement suisse de ne pas s'enfermer dans les problèmes européens et affirmé que l'effort consenti par la Suisse en faveur des pays d'Europe de l'Est ne se fera pas au détriment de la coopération avec les pays en développement. Exprimant son souhait de voir réalisées rapidement les réformes annoncées par le gouvernement Narasimha Rao pour ouvrir l'économie de l'Inde sur l'extérieur, BRF a insisté pour que soit menée rapidement à bien la négociation de l'accord de double imposition. Il a laissé entrevoir que de nouveaux investissements et collaborations d'entreprises suisses, en particulier de PME, pourraient survenir si les conditions juridiques adéquates étaient créées. Il a proposé l'ouverture de négociations en vue de la signature d'un accord de protection des investissements. BRF a saisi l'occasion de remercier ses interlocuteurs de leur attitude constructive lors de la candidature suisse aux institutions de Bretton Woods.

Répondant à la question de BRF portant sur l'éventuelle réorientation de la politique extérieure indienne suite à l'effondrement du bloc socialiste et à la disparition du monde bipolaire, le MAE Solanki a une fois encore réaffirmé les principes qui ont traditionnellement guidé la politique étrangère indienne:

- souci d'entretenir des relations pacifiques avec tous ses voisins,
- continuité et renforcement du rôle du mouvement des non-alignés en fonction de la bipolarité économique qui s'est substituée à la bipolarité stratégique,
- caractère discriminatoire du traité de non-prolifération nucléaire,
- en dépit de la visite d'un envoyé spécial d'Islamabad, persistance à rejeter la responsabilité des troubles au Cachemire sur le Pakistan et exigence en particulier de la cessation des opérations en territoire indien des "terroristes" armés et entraînés par le Pakistan.

L'aspect traditionnel de ces préoccupations montre que le débat sur une éventuelle réorientation de la politique étrangère n'a pas encore abouti.



Le MAE a cependant tenu à mettre en exergue les points suivants:

- le nombre des membres et le fonctionnement du Conseil de sécurité ne sont plus adaptés aux conditions politiques internationales. Sans explicitement mentionner la volonté indienne de siéger à cet organe à titre permanent, le MAE a néanmoins souligné que le Conseil de sécurité devait être élargi à des pays en voie de développement. Quant à son fonctionnement, il devrait démontrer davantage de transparence et être plus démocratique;
- l'aide des pays industrialisés ne doit pas être conditionnelle, et par exemple soumise à des progrès dans le domaine du pluralisme et des droits de l'homme, notions occidentales dont Solanki a rappelé la relativité aux yeux du monde asiatique.

La partie indienne s'est montrée intéressée par la neutralité telle qu'elle est appliquée par la Suisse et soucieuse de mettre en valeur les affinités qu'elle présente avec le non-alignement. Une fois de plus, il nous a été demandé pourquoi la Suisse se contente du statut d'invité auprès des non-alignés.

Le MAE a aussi évoqué les dangers du fondamentalisme.

Pour sa part, BRF a invité le gouvernement indien à faire preuve de davantage de transparence dans son information sur les situations particulières qui pourraient se produire en matière de droits de l'homme. Il a convié l'Inde à adhérer aux deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève et remis un aide-mémoire à cet effet. BRF a invité son homologue indien à effectuer une visite officielle en Suisse.

Le ministre des finances Manmohan Singh a précisé que la réforme de libéralisation est irréversible. Tout en admettant que la mise en oeuvre des réformes sera difficile, il a souligné l'importance pour l'Inde d'avancer vite étant donné ses besoins immenses de capitaux et de technologie. Lorsque BRF a proposé que les deux pays entament des négociations en vue de la signature d'un accord de protection des investissements, le ministre a fait preuve d'une certaine ouverture là où l'Inde était restée jusqu'ici sur une position de refus. Il a indiqué qu'il discuterait au cabinet des moyens d'instaurer des instruments de protection des investissements. M. Singh a également démontré une nouvelle flexibilité dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. Il a souligné le nouvel esprit de coopération qui devrait permettre à l'Inde de définir une politique qui satisfasse ses besoins tout en étant acceptable à ses partenaires industrialisés. Au chapitre des institutions de Bretton Woods, il a été question de la conditionnalité du FMI. M. Singh a relevé que l'Inde

accepte cette conditionnalité. Ce n'est pas le principe, mais le contenu et les délais de réalisation des objectifs qui donnent lieu à des controverses.

Pour M. Singh la Suisse est un partenaire de discussion intéressant pour influencer la position de l'Europe: il a plusieurs fois souligné le rôle important de la Suisse en tant que messenger d'une politique économique universelle à l'intérieur de l'Europe. En outre, BRF a informé M. Singh de l'accord de la Suisse de financer sous le crédit mixte la distribution de l'électricité à New Delhi et lui a remis un aide mémoire sur l'accord de double imposition et sur la négociation d'un accord sur la protection et la promotion des investissements.

C'est dans le cadre rose impérial des fastes anglo-mogols que BRF a effectué sa visite de courtoisie au président de la République. Il y a évoqué la coopération culturelle entre les deux pays (programme "Switzerland in India" 1991) et le souhait réciproque a été de la consolider, voire de l'institutionnaliser. Pour sa part, M. Venkataraman a abordé la question des transformations économiques et l'a comparée à la situation en Union soviétique. Il a relevé que l'Inde partait d'une situation beaucoup plus favorable et que les efforts de libéralisation du gouvernement actuel trouveraient un terrain fertile auprès d'entrepreneurs privés indiens relativement bien préparés à entrer dans le jeu de la concurrence internationale.

Au cours de sa visite dans l'Etat du Gujarat, BRF a pu observer les activités réalisées par deux grandes organisations indiennes opérant à l'échelon national qui ont bénéficié du soutien de la Suisse. NABARD, la Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural, dispose d'une nouvelle ligne de crédit destinée au refinancement de prêts accordés aux petites industries en zones rurales ainsi qu'à d'autres mesures de promotion de l'artisanat et de l'industrialisation décentralisée. Les quatre micro-entreprises visitées figurent parmi les 30'000 qui recevront un prêt indirectement financé par la Suisse.

La visite de la laiterie "Amul", du siège de NDDB (National Dairy Development Board) et d'une coopérative laitière dans les environs d'Anand ont permis de prendre la mesure de l'extraordinaire succès qu'a été "Operation Flood", vaste entreprise de développement de la production, transformation et commercialisation du lait basée sur le modèle coopératif et qui s'étend aujourd'hui à divers domaines de l'agriculture et de l'élevage. La DDA est associée à NDDB dans l'Etat du Kerala et dans le soutien à IRMA (Institute of Rural Management, Anand) dont la vocation principale est de former des cadres pour les coopératives et autres organisations de développement rural. Au cours d'un

entretien avec le directeur, les professeurs et les étudiants d'IRMA, BRF a annoncé l'approbation d'un nouveau crédit de 1,65 million de francs pour la consolidation de l'Institut au cours des cinq prochaines années et souhaité que les échanges d'enseignants entre institutions homologues puisse connaître un développement nouveau entre la Suisse et l'Inde.

Le chef du DFAE a visité la direction générale et la principale usine de ABB en Inde et a rencontré des représentants des milieux économiques indo-suisse à Bombay. Il est ensuite retourné à New Delhi pour y présider la première conférence régionale des ambassadeurs organisée en Asie.